



Après l'élection présidentielle de 2007, qui a vu la victoire de Nicolas Sarkozy, le PCF a lancé l'initiative de constituer un Front de Gauche pour contribuer à sortir de la crise actuelle et à construire une alternative de gauche à la politique de Sarkozy.

Constitué du PCF, du PG et de la GU, cette alliance a subi l'épreuve du feu électorale à trois reprises, aux élections européennes, aux élections régionales, et aux élections cantonales (avec 9% des suffrages) suscitant un début d'espoir dans le peuple de gauche.

Le PCF considère qu'il est indispensable de construire une appropriation populaire et citoyenne de cette démarche et du programme du Front de Gauche en vue des échéances de 2012, ce qu'on appelle le programme populaire et partagé. Nous pensons que cette nécessité va au-delà même de ces échéances : il s'agit de redonner goût à la chose publique et politique par les interventions directes des citoyens dans cette co-élaboration du programme et de la construction politique elle-même.

Cet enjeu est décisif car il conditionne la possibilité d'une dynamique populaire, et donc potentiellement électorale, au cœur de la gauche.

Cette dynamique est aussi liée au contenu du programme populaire et partagé, à sa crédibilité, à sa dimension transformatrice.

Le processus est engagé, plusieurs milliers de personnes ont accepté de s'y engager, un certain nombre ont rempli les cahiers citoyens mis à leur disposition par le PCF, d'autres ont participé à des réunions, des rencontres.

Nous avons pensé utile de vous faire parvenir une première synthèse de ces contributions citoyennes. Vous pouvez bien entendu réagir et nous faire part de votre opinion, à l'adresse mail suivante : jepropose@pcf.fr ou par courrier au siège du PCF, 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris.

IL RESSORT DE CETTE SYNTHÈSE:

- une forte attente de changement en matière sociale, une véritable urgence sociale, avec des décisions immédiates à prendre en matière de pouvoir d'achat, d'éducation, de logement de santé, de retraite, d'accès aux droits, d'emploi...
- une attente forte également en matière de développement humain durable, contre les ravages du capitalisme à l'échelle planétaire, pour la promotion des services publics nationaux et mondiaux permettant de garantir des biens communs de l'humanité, l'eau, la santé, l'éducation, les transports, pour une agriculture non polluante et de qualité, pour une diversification des ressources énergétiques.

Il y a eu depuis l'immense catastrophe du Japon, on devrait dire les catastrophes : séismes, tsunami, catastrophe nucléaire.

Le PCF a demandé l'organisation d'un grand débat national sur l'avenir énergétique et va, lui-même, organiser des débats dans tout le pays.

- Un forte attente de changements, voire de ruptures, en matière démocratique, une véritable urgence démocratique. La demande d'une nouvelle République, une VIème République est « plébiscitée ». Une République participative qui fait de la participation des citoyens un principe fondamental. Une République démocratique, en améliorant sensiblement la démocratie représentative, une République sociale, l'instauration de la démocratie sociale dans les lieux de travail.
- Une demande forte que la nation et les citoyens maîtrisent la création monétaire et le crédit, les grandes entreprises et les institutions financières. Cela implique des (re)nationalisations, mais aussi des droits nouveaux d'intervention pour les salariés et les citoyens.

CAHIERS CITOYENS
SYNTHÈSE

POUR UN PROGRAMME POPULAIRE ET PARTAGÉ

A. Sur le pouvoir d'achat

- 1- Beaucoup de propositions sur la nécessité d'augmentations des revenus quels qu'ils soient : salaires, le Smic notamment et les bas salaires, les pensions de retraites (dont une demande de retraite minimum) les minimas sociaux, et une proposition de salaire maximum.
- 2- Et aussi, une demande forte de régulation, blocage, gel, encadrement des prix : le logement (loyers) l'alimentation (les produits de première nécessité), l'énergie et l'eau ; l'essence ; et dans le même registre les soins, les médicaments qui devraient être soit mieux remboursés, soit complètement pris en charge par la Sécurité sociale et/ou les mutuelles.

B. D'où beaucoup de propositions d'**accès aux droits**, de droits vitaux (une personne dit « ce n'est pas qu'une question de pouvoir d'achat », d'augmentation de revenus, mais de pouvoir accéder à un logement décent, aux soins, aux transports... ; donc c'est plus « **le pouvoir de vivre** »).

C. Par thématique

1- Retraite

En premier, il faut les augmenter (idée de ne pas être en dessous du seuil de pauvreté jusqu'à pas en dessous de 1600€ (Smic revendiqué), puis revenir au droit à 60 ans à taux plein (dont plusieurs demandent les 37,5 ans), préserver le système par répartition et une demande de moins d'inégalités entre les retraites.

2- Santé

En premier, le droit, l'accès aux soins avec donc le remboursement maximum voire total ; puis un plan de développement de l'hôpital public : embauche, formation investissement et arrêter la privatisation (abrogation de la loi HPST) ; et demande de moins aider les cliniques privées voire de les nationaliser (1 personne) ; une politique de prévention et des maisons de retraites accessibles à tous ; besoin d'avoir une politique en faveur des personnes âgées et une prise en charge solidaire et collective de la perte d'autonomie. Concernant la protection sociale : plusieurs demandent que les administrateurs de la Sécurité sociale soient élus par les assurés, et une gestion et prise de décision différentes. Une demande importante que la Sécurité sociale soit le moteur et plus forte dans l'accès aux soins et dans toute la politique de santé.

3- Services publics

Demande très forte de les développer et de mettre un coup d'arrêt à leur privatisation ; et d'améliorer leur fonctionnement, notamment l'accueil des usagers à ré-humaniser.

Revient à plusieurs reprises la demande de renationaliser, de rétablir, de revenir au public pour les services et les **entreprises** qui ont été privatisés : EDF, GDF, La Poste et les télécommunications, les autoroutes, Air France.

Et aussi la demande de création d'un pôle public financier, l'industrie du médicament (puisque c'est la Sécurité sociale qui finance) et aussi les entreprises qui ont été aidées, celles qui délocalisent et celles qui sont stratégiques : par ex, une personne pense qu'il faut une entreprise publique du BTP pour la construction de logements publics.

4- Politique salariale

C'est sur la nécessité de les augmenter qu'il y a le plus de contributions, notamment le Smic et les bas salaires, mais il y a plusieurs interrogations sur la possibilité d'y arriver pour toutes les entreprises (le Smic à 1600€, est-ce crédible ? ne faut-il pas des étapes ?).

Nécessité de proposer le partage des richesses en premier au vu des profits ; une personne aborde la question de l'égalité salariale homme/femme.

Une personne propose le salaire maximum.

5- Emploi

Il y a plusieurs propositions pour empêcher, dissuader les plans de licenciements et les suppressions d'emplois : interdiction des licenciements quand profits ou aides publiques, taxer les profits si licenciements, nationaliser les entreprises qui délocalisent, taxer les produits délocalisés.

Avoir une politique de l'emploi : lutter contre l'emploi précaire, à temps partiel, promouvoir le travail des jeunes et favoriser les CDI viennent en premier. Pérenniser les emplois associatifs, réduire le temps de travail, relocaliser les emplois, créer un label social et écologique pour les produits, et revaloriser le travail sont mentionnés.

6- École

Le besoin d'une grande réforme de l'École revient à plusieurs reprises pour assurer la réussite de tous, et de privilégier l'éducation publique (la proposition de nationaliser les écoles privées est plutôt minoritaire), l'idée d'*États généraux de l'Éducation* est abordée. Des moyens en plus pour l'École revient plusieurs fois, ainsi que la nécessité d'une carte scolaire. La priorité de la scolarité primaire et l'allongement de la scolarité sont mentionnés.

7- Logement

C'est la défense et la construction de logements sociaux qui arrivent majoritairement dans les propositions ; ainsi que la nécessité de bloquer et de baisser les loyers, voire de permettre la gratuité du logement pour les personnes sans ressources. L'idée d'un seuil à ne pas dépasser, de 20% des revenus pour le loyer et les charges, est évoquée.

Pour permettre le droit au logement pour tous : sanction aux maires qui ne respectent pas la loi ; obligation de location ; restriction de la propriété de logements (mettre un nombre maximum) et taxer plus fortement les résidences secondaires que les résidences principales (problème dans le rural), réquisition de bâtiments inoccupés.

Il y a aussi une demande de stopper, de réglementer la spéculation immobilière.

8- Autres thématiques quelques propositions

Petite enfance : avoir un plan pluriannuel de construction de crèches et de formation de personnel, et mettre en place des tarifs adaptés aux ressources des familles.

Transports : la gratuité est évoquée pour les déplacements urbains et la nécessité de développer le fret par rail.

Culture : avoir un budget défini en dessous le quel on ne descend pas et développer des espaces culturels pour les jeunes.

Jeunesse : une proposition d'une loi pour la jeunesse : formation, travail, santé, logement, statut social a été évoquée.

D. La question des financements

Créer des taxes et/ou cotisations sur les revenus financiers et sur les grosses fortunes revient prioritairement, ainsi que la suppression des exonérations de cotisations sociales et aussi fiscales des entreprises.

Maintien de l'ISF, augmentation des impôts sur le revenu sont évoqués. Idée de mettre une barre pour les dividendes reversés aux actionnaires.

Concernant les aides aux entreprises, la proposition de populariser l'idée de modulation suivant les efforts et les situations est avancée comme celle d'aider en priorité les petites entreprises.

Beaucoup de celles et ceux qui écrivent font des propositions et se disent d'accord avec celles énoncées dans le cahier.

Un certain nombre insiste sur le rôle néfaste du capitalisme en matière de pollution et de destruction de la planète exprimé de diverses façons :

« Ce ne sont pas les petits comme nous qui détruisons la planète, mais les riches qui n'en ont que faire ».

« Il faut taxer les pollueurs, les usines agro-alimentaires ». « Combattre tous les *Monsanto*, les gros actionnaires avides et rapaces qui sciemment détruisent la planète ». « Surveiller les lobbies pharmaceutiques qui empoisonnent notre santé ».

« Il nous faudrait un gouvernement qui donne l'exemple, au sens moral, de l'économie des ressources naturelles alors que c'est le contraire aujourd'hui ».

PROPOSITIONS

- Beaucoup de propositions sur l'eau de sa préservation à la nationalisation. Une personne disant « sans eau plus d'humanité ». et une autre « l'eau doit être la propriété des citoyens ».
- De même pour l'électricité, le gaz et les transports qui doivent redevenir des services publics pour beaucoup. Une personne propose : « Dans le cadre général du retour (ou du maintien) à la collectivité, ne faudrait-il pas proposer un choix entre nationalisation (EDF, pôle bancaire, etc.), régionalisation ou départementalisation avec coordination nationale (eau, déchets et chauffage urbain, etc.) et par ailleurs admettre – ou non – collectivisation totale, ou système mixte (avec les collectivités locales, et pour des entreprises : concessions) ? Ne faudrait-il pas, après avoir défini les grands principes, essayer d'évaluer les coûts des systèmes et solutions proposées (école, SNCF...) ».
- Sur la question du nucléaire, on nous demande de trancher : « Je souhaite que vous vous engagiez pour la sortie du nucléaire. C'est une énergie dangereuse et polluante et qui n'est pas compatible avec un projet humaniste ». « Attentive à vos propositions, j'attends de vous la prise en compte de la menace réelle et des coûts croissants du programme nucléaire français. Il n'y a pas de solution pour les déchets radioactifs. J'attends de vous une prise de position ferme et effective pour la sortie de nucléaire civil et militaire et l'adoption d'une politique ambitieuse pour la sobriété énergétique, les économies d'énergies et le développement des énergies renouvelables. Vous pouvez compter sur ma vigilance. »
- Tant pour la voiture électrique, que pour les transports publics, que pour le chauffage individuel et collectif, on nous dit que les chercheurs ont trouvé des moyens d'énergies propres. Il faut s'en servir et faire en sorte d'en réduire le coût. Quelqu'un dit « tendre à remplacer le critère de rentabilité par celui d'utilité ». La gratuité des transports collectifs est demandée. Deux personnes disent aussi qu'il faudrait remettre en service les voies navigables qui reste un moyen de transport écologique et économique. D'autres disent qu'il faut réellement réaliser le ferroutage et interdire les camions dans les villes.
- La responsabilité individuelle face à la crise écologique est posée, certaines personnes allant jusqu'à nous dire ce qu'elles font pour respecter la nature. Le 4x4 est pointé du doigt, certains voulant l'interdire, d'autres le taxer fortement.
- Il est demandé des aides pour les agriculteurs qui s'engagent dans le développement du bio. Il est proposé le report des subventions à l'agriculture intensive sur l'agriculture et l'élevage certifié bio et encourager la formation des jeunes dans cette filière. Quelqu'un propose l'achat de terrains autour des villes pour permettre la vente directe agriculteurs/ consommateurs (AMAD). Plusieurs personnes demandent des cantines bio dans les établissements scolaires et les établissements publics. Quelqu'un interroge : est-ce que nous pouvons mettre en place un mécanisme obligeant les supermarchés à acheter local et au juste prix ?
- « Interdire les pesticides, insecticides et engrais chimiques qui poussent à la production et font crever la flore et la faune ». « Arrêt de la culture des OGM. Arrêter de gaspiller des terres cultivables avec des autoroutes, des parkings des hypermarchés ».
- Il faut arrêter la publicité sur papier et tout particulièrement celle dans les boîtes aux lettres. Ou pour le moins taxer fortement le papier non recyclé.
- Taxe sur les industries polluantes sur la base pollueurs/payeurs.
- Une personne demande de nationaliser Véolia, Direct énergie, Suez, d'autres vont plus loin en demandant la nationalisation de toute l'industrie, des groupes de recherches et industries pharmaceutiques et le contrôle démocratique des travailleurs.
- Pour le logement : « Ne pourrait-t-on pas aussi créer un service public du diagnostic thermique, se charger (à la demande et à la confiance des usagers) du diagnostic des immeubles et pavillons, mais aussi de la réduction des devis descriptifs consécutifs, puis du lancement des appels d'offres, puis de leur dépouillement, de la constitution des financements, etc. »
- Beaucoup insistent sur la nécessité de développer les énergies renouvelables en s'appuyant sur la recherche.



Demande très majoritaire d'instituer une VI^e République, en rupture avec l'élection du président de la République au suffrage universel et avec les pratiques d'hyperprésidence, d'hyper concentration des pouvoirs par Nicolas Sarkozy.

Quel visage de cette nouvelle République ressort des propositions faites dans les cahiers citoyens ?

Une République participative

Une exigence très forte s'exprime que cette République donne des pouvoirs nouveaux aux citoyens, qu'il y ait beaucoup plus de démocratie directe et participative : référendums locaux et nationaux, élaboration citoyenne des lois (par ex, « des réunions rencontres entre la population et ses parlementaires locaux avant les grandes décisions à l'Assemblée »), participation citoyenne à tous les niveaux, par ex « des comités citoyens dans tous les cantons », tirage au sort...

Une république démocratisée

La proportionnelle, la parité, le remplacement du Sénat par un *Conseil consultatif des élus locaux* sur les lois, limiter les mandats à deux, droit de révocation avec retour aux élections si man-

ats pas respectés, élire des élus représentant le monde salarié. Une demande importante est faite de démocratiser le système médiatique et d'information.

Une République sociale

Des droits nouveaux pour les syndicats et les salariés, des forums infra et inter entreprises, suivi national par un droit de transparence avec des salariés, élus et syndicalistes, contrôles citoyens impromptus des comptes des entreprises du CAC 40...

Une République de l'égalité des droits

Égalité femmes/hommes, droit de vote aux résidents étrangers, régularisation des sans-papiers, liberté de circulation des hommes et des femmes. Des demandes aussi, contrairement, de restreindre ces droits.

NB : de nombreuses propositions sont faites pour changer le cours de la mondialisation et de l'Europe. Elles le sont de manière transversale puisqu'il n'y avait pas de « rubrique » internationale.

Les éléments d'appréciation, de réflexion, de propositions portées par la plupart des contributions s'ancrent sur les idées suivantes :

- Maîtriser les masses monétaires et financières des institutions bancaires, financières et des entreprises en France, la Banque centrale européenne,

Par : la nationalisation ou nationaliser – tous les organismes bancaires et toutes les institutions financières ; un contrôle nouveau et des pouvoirs pour les salariés de ces entreprises et établissements et des citoyens.

Plusieurs propositions précisent : redéfinir une politique fiscale, réformer la taxe d'habitation, imposer les revenus du capital et du patrimoine. Créer des taxes et/ou cotisations sur les revenus financiers et sur les grosses fortunes revient prioritairement ainsi que la suppression des exonérations de cotisations sociales, et aussi fiscales, des entreprises.

Maintien de l'ISF, augmentation des impôts sur le revenu sont évoqués.

Idée de mettre une barre pour les dividendes reversés aux actionnaires.

Concernant les aides aux entreprises, la proposition de populariser l'idée de modulation suivant les efforts et les situations est avancée comme celle d'aider en priorité les petites entreprises.

- Nationaliser les assurances et les entreprises telles que celles des énergies, de l'eau, des transports, du médicament et des industries pharmaceutiques.

Et de définir de nouveaux critères par un autre partage des richesses :

- par la redéfinition de revenus minimums nécessaires,
- par la fixation d'un revenu maximum,
- par des dispositions légales contraignantes des flux financiers, des transactions, des contrôles.

Aussi des propositions sont avancées pour utiliser cet argent redevenu disponible pour les citoyens par de nouvelles mesures :

- en terme de revenus (tous les revenus de l'adolescence jusqu'à la fin de vie) Des propositions avancent certains seuils : par exemple, au-delà de 10 fois le SMIC, un prélèvement obligatoire à la source de 50% et au dessus de 20 fois le SMIC, la contribution serait croissante jusqu'aux 360 000 € annuels ou à partir de ce seuil, les sommes seraient totalement soumises à l'impôt.

- en matière sociale

Des propositions sont avancées pour de l'investissement dans les formations, la santé, la culture, l'information, la citoyenneté, les loisirs, les congés, par la création d'un organisme financier public orientant l'argent vers la création d'emplois et le maintien de commerce de proximité et des PME : en particulier, favoriser les prêts à taux faibles et sans caution aux employés désirant reprendre le commerce de leurs patrons (boulangers, bouchers, etc.) et l'autorisation de découvert sans agios pour les SCOP.

Quelques contributions précisent les quantum pour les tarifs sociaux, des transports en commun, les impôts locaux, l'échelle des salariés, des revenus, l'imposition.